



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
8 DECEMBRE 2010, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	3
Nombre de Conseillers présents	:	25
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	2 Décembre 2010
Date d'affichage du compte-rendu	:	15 Décembre 2010

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Loïc PETITPAS, M. Johan THEURET, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : M. Bertrand HIGNARD, Mme Joëlle COLLIN, Mme Roselyne MARCHAND

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : M. HIGNARD à Mme GIROUX ; Mme COLLIN à Mme HUET ; Mme MARCHAND à M. THEURET

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire

Secrétaire de séance : Mme Maryline LEFOUL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 10-151) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-152) Conseil d'Administration du Collège Chateaubriand – Désignation d'un 2^e représentant de la Commune
- 10-153) Recensement de la population 2011
- 10-154) Convention de fourniture d'eau par le SPIR à la Commune de Combours – Site de la Gentière
- 10-155) Lotissement communal Gare/Bel Air – Conditions de vente – TVA sur marge
- 10-156) Lotissement communal Gare/Bel Air – Approbation du cahier des charges
- 10-157) Gare de Combours – Transfert de gestion avec RFF et la SNCF et maîtrise d'œuvre pour les aménagements
- 10-158) Construction d'une Maison de l'Enfance – Attribution des marchés de travaux
- 10-159) Emplacement réservé à « La Croix du Chenot » - Modification simplifiée du PLU
- 10-160) Tarifs municipaux – Année 2011
- 10-161) Receveur municipal – Indemnités de conseil et de confection de budget
- 10-162) Aménagement du columbarium – marché complémentaire
- 10-163) Convention de mise à disposition entre la Commune et le Centre Communal d'Action Sociale
- 10-164) Acquisition d'un défibrillateur
- 10-165) Opération d'aménagement de l'accueil de la Mairie – autorisation de programme pluriannuel
- 10-166) Service de fourrière pour animaux errants
- 10-167) Garantie d'emprunt - Clinique Saint Joseph
- 10-168) Garantie d'emprunt – Cinéma Chateaubriand
- 10-169) Renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales pour la période 2010-2013
- 10-170) Convention de mise à disposition d'un local pour l'organisation d'un espace jeux avec l'association « Les tout petits petons de Combours »
- 10-171) Convention avec l'association « Bois des Ludes » - Renouvellement
- 10-172) Lotissement « Le Village des Coutures » - Rétrocession des espaces communs
- 10-173) Lotissement « Les Oliviers » - Rétrocession des espaces communs
- 10-174) Lotissement « Le Hameau des Oliviers » - Rétrocession des espaces communs
- 10-175) Demande de régularisation foncière – Ruelle des Jardins
- 10-176) Acquisition foncière pour élargissement de voie communale à « La Repichère » - Dossier Clavier/Le Houx/ Commune
- 10-177) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal à Riniac – Dossier Cormier
- 10-178) Relocalisation de la Clinique – Raccordement EU, EP, AEP et Eclairage public – Validation du projet (APD) et DCE
- 10-179) Tarifs Eau – Année 2011
- 10-180) Tarifs Assainissement – Année 2011
- 10-181) Cimetière communal - Règlement du columbarium
- 10-182) Cimetière communal – Délivrance de concessions – Délégation du Conseil Municipal au Maire - Article L 2122-22 (6^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

10-183) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics

10-184) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

10-185) Questions orales

10-151) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Maryline LEFOUL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 27 Octobre 2010 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

10-152) CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE CHATEAUBRIAND – DESIGNATION D'UN 2° REPRESENTANT DE LA COMMUNE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la Ville de Combours est représentée actuellement au Conseil d'Administration du Collège François-René de Chateaubriand par un représentant titulaire et un suppléant.

Depuis la rentrée scolaire 2010, le Collège Chateaubriand compte 622 élèves. Le seuil de 600 élèves entraîne une modification réglementaire dans la composition du Conseil d'Administration de l'établissement qui passe de 24 à 30 personnes.

A ce titre, la Commune doit être représentée par deux délégués.

Il y a donc lieu de procéder à la désignation d'un second représentant de la commune.

Pour mémoire, les délégués actuels sont :

- Délégué titulaire : Joël LE BESCO
- Délégué suppléant : Marylène QUEVERT

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur du vote à main levée pour les nominations qui vont suivre.

Ont été élus, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Délégué titulaire : Annie CHAMPAGNAY
- Délégué suppléant : Jean-Luc LEGRAND

10-153) RECENSEMENT DE LA POPULATION 2011

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'en début d'année 2011, la Commune de Combours devra procéder au recensement de sa population. En effet, le recensement précédent avait eu lieu en 2006 ; il est réalisé tous les cinq ans de manière exhaustive dans les communes de moins de 10 000 habitants.

Il aura lieu du 20 Janvier au 19 Février 2011.

Les modalités de déroulement de cette opération communiquées par l'INSEE portent notamment sur les points suivants :

- L'équipe communale en charge de l'enquête de recensement comportera un coordonnateur communal ainsi que des agents recenseurs nommés par arrêté municipal
- Le montant de la dotation forfaitaire versée à la commune au titre de l'enquête de recensement de 2011 s'élève à 12 011 € (calculée en fonction de la population légale en vigueur au 1^{er} janvier 2010).

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser :

- A prendre toutes dispositions pour le bon déroulement de cette opération
- A procéder au recrutement et à la nomination du personnel nécessaire
- A établir un barème de rémunération des agents recenseurs à partir d'une rémunération forfaitaire couvrant les frais de fonctionnement des agents et leur formation ainsi que d'une rémunération au prorata du nombre d'imprimés collectés (feuille de logement et bulletin individuel)

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

10-154) CONVENTION DE FOURNITURE D'EAU PAR LE SPIR A LA COMMUNE DE COMBOURG – SITE DE LA GENTIERE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations n° 08-151 en date du 4 Novembre 2008 et n° 10-92 en date du 23 Juin 2010, il a été décidé de transférer au SPIR (Syndicat Mixte de Production d'eau potable d'Ille et Rance), à effet du 1^{er} Juillet 2010, les ouvrages de production de la Gentièrre, pour un prix de 25 000 €. L'acte de cession n'a pu être signé qu'à la date du 19 Novembre 2010 entre les deux parties, respectant néanmoins les clauses initiales.

En raison du transfert de ces ouvrages au SPIR, le Syndicat va fournir de l'eau à la Commune à compter de cette date.

Un projet de convention définit les modalités techniques, administratives et financières de la fourniture d'eau potable entre le vendeur et l'acheteur. Les exploitants respectifs VEOLIA et SAUR ont été associés à la réflexion.

Cette convention peut dès lors être présentée au Conseil Municipal et se définit comme suit :

- Durée : la présente convention prend effet à compter du 1^{er} Juillet 2010 et est conclue pour une durée illimitée
- Volume : l'acheteur s'engage à acheter l'ensemble de la production de l'usine de la Gentièrre, dans la limite des potentiels de livraison actuels.
- Tarifs : deux tarifs seront appliqués, un pour l'eau produite à l'usine et un pour celle provenant de la dilution
- Paiement : les compteurs seront relevés semestriellement, la facturation aura lieu semestriellement

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER le projet de convention entre le SPIR et la Commune de Combours relatif à la vente d'eau suivant les conditions et spécifications de la convention
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention, formalisant ces dispositions entre la Commune de Combours et le SPIR
- DIRE que la fourniture prendra effet à compter du 1^{er} Juillet 2010

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus et DONNE POUVOIR au Maire pour signer ladite convention.

10-155) LOTISSEMENT COMMUNAL GARE BEL AIR – TVA SUR MARGE – CONDITIONS DE VENTE

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération° 10-73 en date du 26 mai 2010, le Conseil Municipal a décidé de fixer le prix de vente des terrains du lotissement « la Gare-Bel Air » à 69 € H T par mètre carré.

La Loi de finances rectificative du 9 mars 2010 (article 16) – JO du 10 mars 2010-modifie les règles de la TVA applicable aux opérations immobilières (notamment la vente de lotissements communaux) et ceci afin de se conformer au droit européen.

L'article 268 du Code Général des Impôts précise que l'imposition à la TVA est établie sur une base réduite à la marge en cas de livraison d'un terrain à bâtir, si l'acquisition par le cédant n'a pas ouvert droit à déduction de la TVA.

Conformément aux dispositions de l'article 268 du C G I, la base d'imposition des opérations soumises à la TVA sur la marge est constitué par la différence entre d'une part, le prix exprimé, majoré des charges, ou la valeur vénale des biens si elle est supérieure, et, d'autre part, les sommes que le cédant a versé au titre de l'acquisition de l'immeuble revendu.

Dans le cas d'un lotisseur qui acquiert un terrain et le revend par lots après avoir réalisé les travaux de viabilisation et d'aménagement des parties communes, la marge est calculée sur la base de la différence entre le prix de vente de chaque lot, objet de la cession et son prix d'acquisition estimé en imputant à chaque lot une fraction du prix d'acquisition global du terrain.

Ainsi pour le lotissement communal « la gare Bel Air » le calcul de la TVA sur marge par mètre carré est définie de la façon suivante :

TVA sur marge calcul du prix d'achat du terrain ramené au m² cessible

Emprise totale =	27182 m ²
Surface cessible =	18218 m ²

Acquisition des terrains	366 377,15	euros
Indemnité d'éviction	4 535,00	euros
Servitude de passage	0,00	
Honoraires du notaire	6 186,03	euros
Droits d'enregistrement		
Frais de publicité		
Total	377 098,18	euros
Prix d'achat au m ²	13,87	euros
Prix d'achat ramené à la surface cessible	20,70	euros

Cette nouvelle réglementation implique que les ventes seront soumises aux droits de mutation (taux actuel 5.09 %).

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- De se mettre en conformité avec la Loi de Finances du 9 mars 2010 en décomposant le prix de cession, après calcul de la TVA sur marge, en fonction du taux applicable comme suit :

Calcul de la TVA sur la marge et du prix de vente

Prix de vente = 69 euros HT

	Taux normal	
a	Taux de TVA	19,60%
b	Acquisition n'ayant pas ouvert droit à déduction	20,70
c	Prix de vente TTC	78,47
d	Marge TTC	57,77
e	Marge HT	48,30
f	TVA due sur la marge	9,47
g	Prix de vente HT	69,00

$d=c-b$

$e=d/(1+a)$

$f=e*a$

$g=c-f$

- D'afficher un prix de vente arrondi à la somme de **78,50 €**
- De donner tout pouvoir à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution de la délibération
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents et actes à intervenir pour le règlement de ce dossier (compromis, actes de vente, etc.)

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus et DONNE POUVOIR au Maire pour signer tous documents et actes à intervenir pour le règlement de ce dossier.

10-156) LOTISSEMENT GARE/BEL AIR – APPROBATION DU CAHIER DES CHARGES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 09-23, en date du 23 Février 2009, il a été décidé d'approuver le projet de lotissement communal « Gare / Bel Air ».

Pour information, le règlement de lotissement, pièce constitutive du permis d'aménager, stipule principalement l'aspect public et constructif de l'opération.

Il convient, afin de compléter ce règlement, de régir certains points liés à l'utilisation du domaine cessible, et donc privé au terme de l'opération, par la rédaction d'un cahier des charges ayant pour objet :

- a) de fixer les règles de caractère privé qui s'ajoutent aux dispositions de caractère réglementaire contenues dans le règlement général du lotissement.
- b) de fixer les conditions générales des ventes ou des locations qui seront consenties par le lotisseur, ou ses ayants droit ou ayants cause, de même que les conditions de reventes successives qui pourront être consenties par les premiers acquéreurs.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'approuver ce cahier des charges devant être annexé aux actes de vente.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 27 voix Pour et une abstention, APPROUVE ce cahier des charges qui devra être annexé aux actes de vente des lots du lotissement « Gare/Bel Air ».

10-157) GARE DE COMBOURG – TRANSFERT DE GESTION AVEC RFF ET LA SNCF ET MAITRISE D'OEUVRE POUR LES AMÉNAGEMENTS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la commune de Combourg s'est engagée depuis 2006 dans un projet de modernisation de la Gare en partenariat avec la Région Bretagne, la Communauté de communes Bretagne Romantique, SNCF et RFF. Une étude réalisée par le cabinet FORMA6 en 2008 propose des principes d'aménagement et une première estimation financière sur les différents périmètres de maîtrise d'ouvrage envisagés.

Les discussions se sont poursuivies avec les partenaires afin d'établir le financement et le phasage de l'opération, ainsi que les périmètres respectifs d'intervention. RFF conservera la maîtrise d'ouvrage sur les quais et la voie ferrée, la SNCF sur le bâtiment voyageurs et ses abords immédiats, et la commune sur les aménagements des accès, des parkings et des parvis. Ces éléments ont été regroupés dans une convention signée le 11 janvier 2010.

La signature de cette convention a permis à RFF de lancer des études préliminaires visant à déterminer les choix en matière d'accessibilité et de sécurité du site. La restitution de ces études n'interviendra pas avant le 1^{er} trimestre 2011.

Le périmètre de maîtrise d'ouvrage de la commune intègre des parcelles dont RFF et la SNCF sont propriétaires. Des discussions ont donc été engagées avec ces partenaires pour

définir les modalités de l'intervention de la commune. Il a été décidé de procéder à des transferts de gestion du foncier concerné sur une période de 20 ans, correspondant à la durée d'amortissement des aménagements.

Cela va permettre à la commune d'engager une maîtrise d'œuvre unique pour l'ensemble des aménagements. Ceux-ci seront programmés sur deux ou trois tranches, en fonction des propositions du maître d'œuvre et des impacts financiers et fonctionnels. La commission « voirie, infrastructures, affaires rurales » sera associée à l'avancement du projet. Les aménagements devront être achevés au plus tard en 2013 pour respecter les termes de la convention.

Dans son organisation, la SNCF a scindé ses propriétés entre différentes entités, si bien que la commune doit contractualiser avec deux entités SNCF différentes, ainsi qu'avec RFF, sur la base suivante :

- « SNCF Gares et Connexion » pour une surface de 4310 m² sous la forme d'un transfert de gestion
- « SNCF direction de l'immobilier » pour une surface de 1455 m² sous la forme d'une autorisation d'occupation temporaire
- RFF pour une surface de 3572 m² sous la forme d'un transfert de gestion

Les obligations de chaque cocontractant sont définies dans les projets de convention en annexe. Les charges financières pour la commune sont modérées :

- pas de frais pour le transfert de gestion « SNCF Gares et Connexion »
- redevance de 200 euros HT par an pour l'autorisation d'occupation temporaire de « SNCF direction de l'immobilier » en compensation des charges foncières du propriétaire
- redevance de l'ordre de 200 euros HT par an pour le transfert de gestion de RFF pour assurer la neutralité des charges de gestion et correspondant aux impôts taxes et frais de gestion.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à signer les conventions de transfert de gestion et d'autorisation d'occupation temporaire avec les différents partenaires
- d'approuver le lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre pour les aménagements des parkings, parvis et voiries d'accès de la gare de Combours

Monsieur THEURET reformule au nom de la minorité municipale la possibilité de développer autour de la gare une zone d'activités de services.

Monsieur LE BESCO rappelle que les aménagements envisagés sont en totale concordance avec le PLU où cette zone d'activité est apparente, que ce projet a fait l'objet de nombreuses séances de travail avec le cabinet FORMA 6. Il exprime qu'à ce stade on est en phase de réalisation...

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus et

DONNE POUVOIR au Maire pour signer tout document à intervenir dans le cadre de ce dossier.

10-158) CONSRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE – ATTRIBUTION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la commune a entrepris la construction d'un bâtiment destiné à recevoir un service multi-accueil de la petite enfance. Les études conduites par le cabinet VIGNAULT & FAURE lors des différentes réunions de travail entre octobre 2009 et juin 2010 ont permis d'aboutir à un projet d'une surface totale de 464 m².

Le bâtiment est traité avec un bardage en bac acier et est largement vitré pour bien diffuser la lumière naturelle. Ses dimensions et ses pentes de toit ont été pensées pour s'intégrer harmonieusement dans son environnement. Les protections solaires sont notamment assurées par un débord de toit de 1,5 mètre sur les façades sud-ouest et sud-est. Les aménagements intérieurs ont été visés par l'assistant à maître d'ouvrage et par les services de la Protection Maternelle et infantile (PMI). Enfin, par les choix opérés, le bâtiment se situe entre le niveau Très Haute Performance Énergétique (-20%) et Bâtiment Basse Consommation (-50%).

Le mode de dévolution choisi pour les marchés de travaux est la procédure adaptée (MAPA), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics. La consultation a été lancée le 3 septembre 2010 avec un avis de publicité à Ouest-France et sur la plateforme de dématérialisation e-Mégalis. La date limite de réception des offres a été fixée au vendredi 1er octobre 2010 à 12h00.

191 dossiers de consultation des entreprises (DCE) ont été retirés : 129 par téléchargement via Internet sur la plateforme de dématérialisation, et 62 au format papier. 86 offres ont été remises dans les délais.

Un classement des offres économiquement les plus avantageuses a été établi conformément aux critères pondérés d'attribution suivants :

- 1/ Valeur technique : 60%
- 2/ Prix : 40%

Le Comité d'Analyse des Procédures Adaptées, composé pour la présente consultation des membres titulaires de la Commission d'Appel d'Offres, des membres de la commission Bâtiments et Développement durable, des membres de la Commission Enfance, Enseignement et Culture, ainsi que des services de la mairie de Combours s'est réuni le 19 octobre 2010.

Suite à la présentation de l'analyse des offres par M. Vignault, architecte de l'opération, le comité a émis un avis favorable pour le classement proposé pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 11, 12, 13 et 14.

Le Comité a manqué d'éléments pour donner son avis pour les lots 7, 8 et 10 et a demandé à l'équipe de maîtrise d'œuvre de réunir les éléments manquants pour établir un classement pertinent.

Le Comité s'est réuni à nouveau le 5 novembre 2010 pour la présentation par M. Vignault d'une analyse des offres concernant les lots qui n'ont pu faire l'objet d'un avis lors de la réunion du 19 octobre 2010, c'est-à-dire les lots 7 (plafonds suspendus), 8 (Carrelage - Faïence), et 10 (Peinture – revêtements muraux).

Suite à cette présentation, le comité a émis un avis favorable pour le classement proposé pour les lots 7, 8 et 10.

Après avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées, le pouvoir adjudicateur a décidé d'attribuer aux entreprises suivantes :

Nature des prestations	Estimatif	Offre	Ecart	Entreprises retenues
LOT N° 01 – GROS OEUVRE	107 000,00 €	71 742,77 €	-32,95%	CARDINAL
LOT N° 02 – CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE BAC ACIER – BARDAGES - SERRURERIE	149 650,00 €	146 443,50 €	-2,14%	CBM CHARPENTE
LOT N° 03 – MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	45 000,00 €	28 327,00 €	-37,05%	SERGE RETE
LOT N° 04 – MENUISERIES INTERIEURES BOIS	50 500,00 €	39 250,29 €	-22,28%	GRINHARD FRERES
LOT N° 05 – MOBILIER PETITE ENFANCE	23 500,00 €	15 640,86 €	-33,44%	GRINHARD FRERES
LOT N° 06 – CLOISONS SECHES – PLAFONDS PLAQUES DE PLATRE	62 500,00 €	66 312,55 €	6,10%	ITA SPCS
LOT N° 07 - PLAFONDS SUSPENDUS	7 350,00 €	3 622,63 €	-50,71%	KOEHL
LOT N° 08 – CARRELAGE – FAÏENCE	22 500,00 €	20 467,46 €	- 9.03%	LAIZÉ
LOT N° 09 – SOLS SOUPLES	20 600,00 €	12 328,58 €	-40,15%	DEGANO
LOT N° 10 – PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX	25 400,00 €	14 584.71 €	-41.66%	COPROMA
LOT N° 11 - NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE	3 400,00 €	1 800,00 €	-47,06%	NET FINITION
LOT N° 12 – ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET FAIBLES	54 000,00 €	39 636,47 €	-26,60%	JPF INDUSTRIE
LOT N° 13 – PLOMBERIE SANITAIRE - CHAUFFAGE - VENTILATION	106 100,00 €	116 599,30 €	9,90%	GUERIN FLUIDES SERVICES
LOT N° 14 - TERRASSEMENTS - VRD - AMENAGEMENTS EXTERIEURS	65 500,00 €	36 112,25 €	-44,87%	BLAIRE ET HUBERT

Un certain nombre d'options ont été prévues au marché. Voici un tableau récapitulatif des options proposées et le choix du pouvoir adjudicateur :

Désignation du lot	Intitule de l'option	Montant HT	Entreprises	Choix
LOT N° 02	Option n° 1 - Ligne de vie	2 755,00 €	CBM CHARPENTE	Oui
LOT N° 03	Option n° 1 - Remplacement des volets roulants aluminium par des PVC	- 84,00 €	SERGE RETE	Non
LOT N° 03	Option n° 2 - Brise-soleil à lames relevantes et orientables électriques	5 921,00 €	SERGE RETE	Oui
LOT N° 03	Option n° 3 - Vitrages haute performance	660,00 €	SERGE RETE	Non
LOT N° 12	Option n° 1 - Vidéophone et module d'écoute pour la surveillance du sommeil	3 748,82 €	JPF Industrie	Oui
LOT N° 12	Option n° 2 - Télévision	596,83 €	JPF Industrie	Non
LOT N° 12	Option n° 3 - Alarme intrusion	2735,56 €	JPF Industrie	Non
LOT N° 12	Option n° 4 - Alimentations électriques pour brise-soleil	650,00 €	JPF Industrie	Oui
LOT N° 14	Option n° 1 - Cuve de récupération des EP et bouches d'arrosage avec réseau spécifique	4 200,00 €	BLAIRE ET HUBERT	Non
LOT N° 14	Option n° 2 - Aménagement extérieur hors emprise limite d'intervention	2 100,00 €	BLAIRE ET HUBERT	Oui

Le montant total des travaux, y-compris options retenues, est donc de 628 043,19 euros HT, soit un écart de – 15,47% avec l'estimatif prévisionnel.

Les crédits nécessaires à l'accomplissement des travaux seront portés au budget primitif 2011 de la commune.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-159) EMBLACEMENT RESERVE A LA CROIX DU CHENOT – MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, sur la propriété sise au lieu-dit « La Croix du Chenot », cadastrée section D n°836, figure un emplacement réservé n°14 au P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme) d'une superficie de 1 117 m², ayant vocation d'aménagement de carrefour au bénéfice de la Commune.

Cet emplacement réservé, défini lors de l'élaboration du PLU en 2006, avait vocation de « geler » un espace suffisant pour réaménager le carrefour composé de la rue du Moulin Madame, de la route de Couapichette, de la Route de Lourmais, de la rue de la Renaissance et de la rue Michel Ange.

Les différents aménagements réalisés récemment par la commune, n'ont pas nécessité l'utilisation totale de cet emplacement réservé.

La délimitation de l'emplacement réservé actuel, fait apparaître les deux emprises suivantes :

1. L'emprise nécessaire à l'espace public pour une superficie d'environ 350 m².
2. L'emprise à « libérer » de l'emplacement réservé après modification du P.L.U. pour une superficie d'environ 750 m².

Avant d'envisager l'acquisition par la commune de cet espace public, Monsieur HAMELIN propose de modifier l'emprise de l'emplacement réservé :

- En engageant la procédure de modification simplifiée du P.L.U.
- En lançant une consultation en procédure adaptée pour le choix d'un cabinet d'études

Monsieur PETITPAS demande si une étude d'aménagement a été réalisée sur cette zone. Monsieur LE BESCO rappelle que ce secteur a fait l'objet d'un schéma d'aménagement d'ensemble au PLU pour les terrains à proximité. En ce qui concerne la route de Couapichette, elle a fait l'objet d'un alignement, pour celle de Lourmais, les réserves figurant au PLU ont été respectées.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 24 voix POUR et 4 voix CONTRE, ADOPTE les propositions ci-dessus.

10-160) TARIFS MUNICIPAUX ANNEE 2011

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite des travaux de la commission de finances en date du 25 novembre 2010, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'approuver les tarifs municipaux suivants qui prendront effet au 1^{er} janvier 2011 :

A) DROITS DE PLACE

La Commission finances propose une augmentation de 3 % en ce qui concerne les droits de place

	2010	2011
1) Marchés hebdomadaires et ventes hors jours de marché : étalage avec ou sans banc, couvert ou non couvert, sur rue, trottoir, place, etc., voitures d'exposition, de vente ou de démonstration, machine et matériel agricole		
• Le mètre linéaire	0.67€	0.69€
2) Assemblées et foires : Mi-Mai, Angevine Mi-décembre, étalage, voitures de vente, matériel agricole comme ci-dessus, couvert ou non couvert		
• Le mètre linéaire	0.98€	1.01€
3) Débits de boissons (Utilisation en "superficie")		
• Le mètre carré	0.98€	1.01€
4) Rôtisseur		
• Le mètre linéaire	0.98€	1.01€
5) Attraction foraine (Utilisation de "face")		
• Le mètre linéaire	0.98€	1.01€
6) Métiers, Manèges, cirques (Utilisation en "superficie")		
• Le mètre carré	0.98€	1.01€
7) Marchand forain hors marché (Cf délibération n° 94-99 en date du 23 Novembre 1994)		
• Forfait mensuel	11.39	11.73€
8) Abonnement : Pour mémoire (article 34 de l'arrêté municipal n° 09-191 du 22 juin 2009 portant réglementation du marché - délibération n° 97-119 du 30 Juin 1997 : réduction de 15 % sur le tarif classique)	0.57€	0.59€
9) Branchement électrique bornes du marché	2.35€	2.42€
Soit abonnement au trimestre	30.55€	31.47€

Avec pour les attractions foraines, manèges et cirques la perception d'un forfait minimal (46,38 euros en 2010) 47.77 euros et versement d'une caution de 50 % du coût prévisionnel lors de l'inscription des commerçants et industriels forains avec un minimum de perception de (23,18 euros en 2010) 23.64 euros. Cette somme sera conservée en cas de défection et considérée comme acompte sur le prix à payer dans le cas d'une participation réelle. La réservation d'un emplacement ne sera effective qu'après le paiement de cette caution.

En ce qui concerne la foire de la Mi-mai, se reporter à la délibération n° 94-65 en date du 16 Juin 1994.

B) DROITS DE VOIRIE

La Commission finances propose une augmentation de 5 % en ce qui concerne les droits de voirie

En ce qui concerne les droits de voirie et l'occupation des trottoirs, l'autorisation ne pourra être accordée par la Municipalité qu'à la condition qu'un espace minimum de 0,90 m puisse être laissé à la circulation piétonne entre l'étal et la bordure du trottoir.

	2010	2011
• Terrasse couverte	11.27€	11.83€
• Terrasse non couverte, trottoir, chevalet, présentoir etc.	5.64€	5.92€

Pour l'application de ce tarif, toute surface sollicitée et autorisée sera arrondie au m2 supérieur (exemples : 0,40 m2 ==> 1 m2 et 2,60m2 ==> 3 m2, etc)

C) LOCATION DE SALLES

La Commission finances propose de ne pas augmenter les tarifs des locations de salles (à l'exception des tarifs de chauffage pour lesquels une augmentation de 3 % est proposée)

1) BOULEVARD DU MAIL

- SALLES DE REUNION

Mise à disposition gracieuse aux Associations Combourgeoises, pour usage de "réunion" exclusivement.

Ces salles pourront être louées à des associations extérieures à la Ville de Combours, sous réserve des disponibilités, les associations Combourgeoises étant prioritaires.

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combours :

Tarif forfaitaire de 64.38 € (64.38 € en 2010) (Grande ou petite salle)

2) MAIRIE

Salle d'Honneur (135 m2)

Pas de location mais mise à disposition limitée

3) ESPACE MALOUAS

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal la mise en place d'un contrat de location afin de finaliser les conditions d'utilisation de l'espace Malouas.

En cas de dégradation, la caution sera encaissée par le Receveur Municipal et l'éventuel remboursement partiel n'interviendra qu'une fois connu le montant des réparations si celui-ci est inférieur au montant de ladite caution.

En cas de carence de nettoyage lors de la location des salles, les heures de ménage nécessaires seront appliquées de la façon suivante :

	2010	2011
Tarif Horaire (+ 2%)	23.17€	23.63€

Les conditions de location figureront sur les formulaires de demande de location.

Les jetons de chauffage seront vendus aux responsables des associations utilisatrices. (+3%)

	2010	2011
Jetons de chauffage pour une demi-heure (salle moquette)	1.88€	1.94€

A) SALLE DE REUNION EN PARQUET (320 m²) et PATIO:

a) Cas particuliers :

- Personnel municipal :

Mise à disposition gracieuse aux employés communaux à l'occasion de leur mariage.

- Associations combourgeoises :

Pour la première utilisation annuelle (spectacle, bal ou autre manifestation) la location est gratuite, toutefois le forfait chauffage sera facturé à l'association et le versement de la **caution de 369 Euros** sera réclamé dans les mêmes conditions que pour tout autre utilisateur.

b) Tarifs classiques pour les autres utilisations

Congrès, mariages, Assemblées générales, colloques etc.

1ère journée

- sans repas :

	2010	2011
Commune	189.44€	189.44€
Hors Commune	270.38€	270.38€

- avec repas "FROID":

	2010	2011
Commune	226.24€	226.24€
Hors Commune	388.11€	388.11€

- avec repas "CHAUD":

	2010	2011
Commune	321.89€	321.89€
Hors Commune	469.03€	469.03€

2ème journée :

- sans repas :

	2010	2011
Commune	93.80€	93.80€
Hors Commune	141.64€	141.64€

- avec repas "FROID":

	2010	2011
Commune	115.88€	115.88€
Hors Commune	187.60€	187.60€

- avec repas "CHAUD":

	2010	2011
Commune	174.74€	115.88€
Hors Commune	235.42€	187.60€

Bals avec entrées payantes :

	2010	2011
Commune	390.03€	390.03€
Hors Commune	586.75€	586.75€

Spectacles, défilés de mode :

	2010	2011
Commune	299.83	299.83
Hors Commune	704.48	704.48

Forfait Chauffage pour salle parquet et (ou) patio :(+3%)

-par jour (Commune et hors commune) :

	2010	2011
Salle parquet et patio	79.57€	81.96€
Patio	39.79€	40.98€

Sonorisation

	2010	2011
Salle parquet	69.89€	69.89€
Patio	69.89€	69.89€

Remplacement vaisselle cassée ou manquante

	2010	2011
Verre	0.70€	0.70€
Assiette	3.30€	3.30€
Cuillère à café, cuillère, fourchette et couteau	2.06€	2.06€

c) tarifs à la demi journée (chauffage compris)

Pour les réunions et les Assemblées Générales (sans repas) :

Pour une occupation le matin, salle libérée pour 13 heures.

Pour une occupation l'après-midi salle libérée pour 18 heures.

Tarifs hiver (de octobre à mars) (+ 2%)

	2010	2011
Commune	154.50€	157.59€
Hors Commune	206.00€	210.12€

Tarifs été (de avril à septembre) pas d'augmentation

	2010	2011
Commune	120.00€	120.00€
Hors Commune	170.00€	170.00€

B) SALLE POLYVALENTE

Bal avec entrées payantes et autres manifestations

	2010	2011
Commune	441.45€	441.45€
Hors Commune	774.39€	774.39€

C) PATIO

Il sera proposé gratuitement (chauffage compris) aux associations combourgeoises en fonction du nombre d'adhérents présents.

Locations sous conditions :

Le patio pourra être loué seul, sans la salle de parquet, pour réunion de travail ou vin d'honneur mais seulement 15 jours avant la date envisagée afin de ne pas compromettre la location de la Salle de parquet qui reste prioritaire.

Le tarif ci-après constitue un forfait quelque soit la durée et pour une journée maximum.

	2010	2011
Commune	69.89€	69.89€
Hors Commune	121.41€	121.41€

4) SALLE ECOLE ELEMENTAIRE:

La salle de l'école élémentaire sera mise à la disposition des organismes de formation.
Chaque mise à disposition pour stage fera l'objet d'une convention avec l'organisme de formation.

	2010	2011
Tarif par jour d'utilisation	11.03€	11.03€

5) LOCAUX DU CENTRE ADMINISTRATIF

	2010	2011
Tarif par demi-journée	5.52€	5.52€
Tarif par journée	11.04€	11.04€

D) GARDERIE :

La Commission finances propose de ne pas augmenter les tarifs de la garderie.

JOURS SCOLAIRES :

Horaires :

7 h 30 à 8 h 30

16 h 45 à 18 h 00

18 h 00 à 19 h 00

	2010	2011
La demi-heure	0.69€	0.69€

Étant précisé que toute demi-heure commencée est due en entier.

GOUTER :

Les enfants qui seront présents aux garderies bénéficieront d'un goûter

	2010	2011
Prix du goûter	0.88€	0.88€

E) TARIFS HALTE GARDERIE

La Commission finances propose de ne pas augmenter les tarifs de la halte garderie à l'exception des droits forfaitaires d'inscription qui seront arrondis.

A-DROIT FORFAITAIRE D'INSCRIPTION

	2010	2011
droit par famille et pour une année	18.18€	18.20€

La mise en place de la prestation unique implique que les tarifs suivants sont applicables du 01/01/11 au 31/12/11 pour les enfants de 0 à 4 ans

Pour les enfants de 0 à 4 ans, le barème des participations familiales est établi par la CNAF et est rendu obligatoire dans les équipements qui bénéficient de la prestation de service d'accueil permanent.

Le calcul du montant de la participation de la famille s'appuie sur un taux d'effort modulé en fonction du nombre d'enfant(s) appliqué sur les ressources.

Le tarif horaire sera établi à partir des revenus parentaux de façon individualisé (calculé à partir du 12^e des revenus de l'année précédente) selon les taux suivants

type d'accueil	Composition de la famille			
Accueil collectif				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
Taux horaire	0.06%	0.05%	0.04%	0.03%

Un enfant handicapé permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur

Les tarifs plancher et plafond ci-dessous sont en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2010, les tarifs pour l'année 2011 seront communiqués en début d'année 2011.

Tarifification Plancher

Un forfait minimum de ressources est pris en compte ; **579.72 euros par mois**, soit un montant **annuel de 6 957 euros**.

Tarifification Plafond

Les revenus perçus par une famille sont plafonnés à **4 574.60 euros par mois**, soit un montant **annuel de 54 895 euros** avant abattement.

Accueil d'Urgence

Un tarif horaire fixe est défini annuellement, celui-ci est de **1.92 €** (1.92 € en 2010)

Pour les enfants de 4 à 6 ans application d'un quotient familial :

B-QUOTIENT FAMILIAL

- Formule de calcul du quotient familial

- Ressources mensuelles (1) + Prestations familiales diverses (2)
Nombre de Parts (3)

(1): 1/12^{ème} du Revenu imposable de la famille (Justificatif : avis d'imposition ou de non imposition de l'année civile précédente)

(2): Allocations de toute nature (Justificatifs de la Caisse d'Allocations Familiales).

(3): Calcul du nombre de parts :

Couple marié ou vie maritale : 2 parts

Parent isolé* : 2 parts

- personne vivant seule avec son ou ses enfant(s)

Par enfant : ½ part (seuls les enfants à charge sont à prendre en considération).

Pour les enfants bénéficiaires de l'Allocation d'Education Spéciale, il sera compté 1 part au lieu d'un ½ part

Pour les familles de 3 enfants et plus, il sera compté forfaitairement ½ part supplémentaire.

C) TARIFS

Quotients familiaux
Moins de 568 euros

	2010	2011
1 enfant	0.96€	0.96€
2 enfants et plus	0.65€	0.65€

Quotients familiaux
De 568 à 634 euros

	2010	2011
1 enfant	1.32€	1.32€
2 enfants et plus	0.96€	0.96€

Quotients familiaux
De 634 à 682 euros

	2010	2011
1 enfant	1.65€	1.65€
2 enfants et plus	1.32€	1.32€

Quotients familiaux
De 682 à 732 euros

	2010	2011
1 enfant	2.35€	2.35€
2 enfants et plus	1.65€	1.65€

Quotients familiaux

Plus de 732 Euros

	2010	2011
1 enfant	2.95€	2.95€
2 enfants et plus	2.35€	2.35€

Tarif pour une garderie occasionnelle

Ce tarif ne concerne exclusivement que les familles en vacances sur la Commune de Combourg (sans droit d'inscription et sans étude du quotient familial – Dans la limite des places disponibles)

	2010	2011
Tarif par enfant et par heure	3.47€	3.47€

Tarif spécifique à l'attention des ASSISTANTES MATERNELLES:

(Sans droit d'inscription et sans étude du quotient familial - Dans la limite des places disponibles)

	2010	2011
Tarif par enfant et par heure	2.01€	2.01€

Toute demande d'accueil en matinée ou en après-midi sera décomptée forfaitairement 3 heures pour le matin et 4 heures pour l'après-midi. Pour une journée continue, il sera décompté forfaitairement 8 heures.

F) TARIFS C.L.S.H. (Centre de Loisirs Sans Hébergement)

	2010	2011
Tarif repas (+ 2.8%)	3.79€	3.90€

Quotient familiaux :(+1.5%)

Moins de 749 €

	2010	2011
La journée	7.00€	7.11€
La demi-journée	4.69€	4.76€

De 750 à 949 €

	2010	2011
La journée	7.50€	7.61€
La demi-journée	5.03€	5.11€

De 950 à 1 249 €

	2010	2011
La journée	8.50€	8.63€
La demi-journée	5.70€	5.79€

Plus de 1 249 €

	2010	2011
La journée	8.90€	9.03€
La demi-journée	5.96€	6.05€

Tarifs hors commune

	2010	2011
La journée	8.90€	9.03€
La demi-journée	5.96€	6.05€

G) LOCATION DE MATERIEL

La Commission finances propose de ne pas augmenter les tarifs de la location de matériel

	2010	2011
Grand ou petit podium – Tribunes (Tarif Unique) (Transport, montage, démontage compris)	428.57€	428.57€

La location des podiums et tribunes est limitée aux collectivités et associations de la proche région de Combourg (dans un rayon d'environ 15 km), notamment du Canton et de la Communauté de communes - Bretagne Romantique.

Il est précisé que les podiums doivent être montés obligatoirement par le personnel de la Ville qui assure la responsabilité en cas de mauvais montage.

L'accord de location n'entraînera pas obligation de montage.

Les podiums ne seront pas montés si le sol ne présente pas des garanties suffisantes de stabilité ou si le dénivelé est trop important.

Dans le cas où l'équipe de montage jugerait impossible le montage du podium, la responsabilité de la Ville ne pourra pas être recherchée par la collectivité ou l'organisme ayant sollicité la location. Ces derniers pourront faire appel à leurs frais exclusifs à un organisme agréé pour juger de la qualité du sol.

Toute personne, collectivité ou organisme sollicitant la location d'un podium devra accepter les présentes clauses qui figureront sur les formulaires de demande de location.

	2010	2011
Projecteurs (l'unité)	12.14€	12.14€
Mâts (l'unité)	0.52€	0.52€
Drapeaux (l'unité)	0.52€	0.52€

Balayeuse (tarif horaire)	123.56€	123.56€
---------------------------	---------	---------

H) REDEVANCE PHOTOCOPIE ET LECTEUR-REPRODUCTEUR, ETIQUETTES

La Commission finances propose de ne pas augmenter les tarifs pour les photocopies, lecteur reproducteur et étiquettes.

	2010	2011
Photocopieur :		
- Format A4	0.60€	0.60€
- Format A3	0.79€	0.79€
Lecteur-Reproducteur	0.68€	0.68€
Documents administratifs	0.18€	0.18€
Etiquette d'affranchissement	0.05€	0.05€

I) CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE ET CAVEAU PROVISOIRE

La Commission finances propose une augmentation de 5 % en ce qui concerne les concessions cimetières

	2010	2011
Concessions temporaires (1e m²)	54.95€	57.70€
Concessions trentenaires (1e m²)	108€	113.40€

- Concessions pour urnes funéraires (pour 0,25 m²) :

	2010	2011
Concessions temporaires	54.95€	57.70€
Concessions trentenaires	108€	113.40€

- Caveau provisoire :

	2010	2011
1 ^{er} jour	11.22€	11.78€
Par jour, du 2 ^{ème} au 6 ^{ème} jour	6.74€	7.08€
Forfait pour une semaine (7 jours)	44.96€	47.21€
Par jour, à partir du 8 ^{ème} jour	1.94€	2.04€

J) TRAVAUX EN REGIE

La Commission finances propose une augmentation de 2 % en ce qui concerne les travaux en régie

Travaux réalisés en régie directe par le personnel de la Ville et facturation à la section d'investissement (tarif horaire) et les mises à disposition de personnel pour les autres collectivités, epci ou associations.

	2010	2011
L'heure	23.17€	23.63€

K) DROITS D'USAGE "CYBER-COMMUNE"

La Commission finances propose de ne pas augmenter les tarifs en ce qui concerne les droits d'usage cyber commune

	2010	2011
Droit d'inscription forfaitaire annuel	20.43€	20.43€

Ce droit sera perçu pour **un** adulte et les enfants d'une même famille utilisant le service.

Un droit supplémentaire de 20.43 euros (20.43 euros en 2010) sera perçu pour le 2^{ème} adulte de la famille.

Le forfait annuel correspond en fait à 12 mois pleins, la date de début étant celle de l'inscription.

Ce droit d'inscription permet à chaque membre de la famille :

- de participer à l'initiation informatique et internet
- d'utiliser le matériel informatique en libre accès
- de consulter des CD Rom
- de se connecter à internet pendant les plages de libre accès.

- Droit d'usage des imprimantes :

	2010	2011
imprimante "noir et blanc" format A4	0.14€	0.14€
imprimante "couleur" format A4	0.42€	0.42€

- Droit de connexion à "Internet" hors périodes d'accès libre :

a) pour les personnes adhérentes au service (ayant réglé un droit d'inscription)

	2010	2011
Forfait horaire	1.01€	1.01€

b) pour les personnes non adhérentes (usage occasionnel) :

	2010	2011
Forfait horaire	1.52€	1.52€

L) DROITS D'USAGE BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

La Commission finances propose de ne pas augmenter les droits d'usage de la bibliothèque.

La nouvelle Médiathèque devant ouvrir ses portes au **1^{er} juillet 2011**, il sera proposé au Conseil Municipal de voter des tarifs mensuels pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011.

Les tarifs seront applicables pour un mois entier quelque soit la date de souscription.

Les tarifs pour la bibliothèque seront applicables jusqu'à l'ouverture de la nouvelle médiathèque pour lesquels de nouveaux tarifs seront votés.

A) Carte d'abonnement mensuel

Inscription individuelle :

	annuel	mensuel
	2010	2011
pour les résidents de la commune	7.10€	0.60€
pour les résidents hors commune	9.50€	0.80€

Inscription familiale (quelque soit le nombre de personne composant le foyer) :

	annuel	mensuel
	2010	2011
pour les résidents de la commune	10.70€	0.90€
pour les résidents hors commune	13.05€	1.10€

Gratuit pour les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires du RSA (sur justificatifs)

B) Inscription des résidents temporaires (renouvelable 2 fois) :

	2010	2011
Résidents temporaires (1 mois maxi)	3.60€	3.60€
Avec une caution de	19.00€	19.00€

C) Inscriptions collectives :

Commune

Gratuit pour les associations et structures communales suivantes : la Halte-garderie, les scolaires, la Maison des Enfants, le Foyer logement, le Foyer des Jeunes, la Maison de retraite, le Centre de Loisirs.

Pour les autres structures ou associations communales, tarif identique aux résidents de la commune

	2010	2011
Autres structures ou associations communales	7.10€	0.60€

Hors commune

Pour les associations et collectivités tarif identique à celui des résidents hors commune et suivants les mêmes conditions

	2010	2011
Associations et collectivités	9.50€	0.80€

D) Photocopies

	2010	2011
A4	0.21€	0.21€
A3	0.42€	0.42€

Les photocopies ne pourront concerner que des documents détenus par la bibliothèque municipale et non des documents privés et sont destinées aux personnes dans le cadre de devoirs scolaires, d'études ou de recherches personnelles.

M) CAMPING MUNICIPAL DU VIEUX-CHATEL

La Commission finances propose une augmentation de 5 % en ce qui concerne le camping municipal.

Tarifs par personne et par nuitée :

	2010	2011
Tarif adulte	2.96€	3.11€
Tarif enfant (de 0 à 2 ans)	0€	gratuit
Tarif enfant (de 2 à 12 ans)	1.82€	1.91€

Tarif par emplacement et par jour :

	2010	2011
Tente	1.82€	1.91€
Caravane	2.10€	2.21€
Voiture	1.82€	1.91€
Moto	1.05€	1.10€
Camping Car	2.35€	2.47€
Branchement électrique	2.13€	2.24€
Garage mort	2.13€	2.24€
Tarif groupe	10.47€	1.70€
Animaux	0€	1€

	2010	2011
Tarif jeton machine à laver (lessive comprise)	4.06€	4.26€
Tarif jeton borne vidange camping car	2.00€	2.00€

Le tarif « groupe » (modification des conditions d'attribution) prix par personne et par nuitée ne pourra être accordé qu'à la condition que la demande concerne au minimum 10 personnes.

Il sera demandé une caution de 50 € au moment de la remise du pass permettant d'ouvrir la barrière du camping

Toute réservation faite pour le camping sera assortie du versement d'arrhes correspondant à 10 % du coût du séjour prévu Les arrhes seront versés par chèque lors de la demande de réservation qui sera transmis au Trésor Public pour encaissement. En cas d'abandon de la réservation, les arrhes resteront acquises à la ville.

Tout emplacement réservé et non occupé dans les 48 heures de la date fixée sera réputé libre et réutilisé.

Location salle du camping (en dehors de la période d'ouverture)

Mise à disposition gracieuse aux associations combourgeoises, pour usage de réunion exclusivement

Cette salle pourra être louée à des associations extérieures à la ville de Combourg, sous réserve des disponibilités, les associations combourgeoises étant prioritaires,

	2010	2011
Tarif unique de location aux associations extérieures à Combourg	67.92€	71.32€

En 2010, la commune a signé une convention pour 5 ans avec l'ANCV (Agence Nationale pour les Chèques Vacances) afin d'établir un tarif « bourse solidarité vacances » (Réduction de 30% sur le prix de base pour les revenus modestes et les personnes handicapées dont le quotient familial est < à 800 € - attestation CAF).

N) REPAS DU PERSONNEL

La Commission finances propose une augmentation de 2.8 % en ce qui concerne les repas du personnel

	2010	2011
Repas pris par le personnel au restaurant scolaire	3.88€	3.99€

O) PARTICIPATION AIRES DE STATIONNEMENT

La participation représentative d'aires de stationnement prévue par l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme mis en place en septembre 1991 (cf délibération 91-67) sera indexée sur l'indice

INSEE du coût de la construction au 1^{er} janvier de chaque année en fonction du dernier indice connu à cette date (2^{ème} trimestre).

	+1.27%	
	2010	2011
Participation	3 637€	3 683€

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces tarifs qui prendront **effet au 1^{er} Janvier 2011**.

10-161) RECEVEUR MUNICIPAL – INDEMNITES DE CONSEIL ET DE CONFECTION DU BUDGET

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu de l'article 97 de la loi n° 82-213 modifiée relative aux droits et libertés des communes, Départements et Régions, du Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 publié au J.O. du 17 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des Communes et des établissements publics locaux, le Conseil doit prendre une délibération demandant le concours de Receveur Municipal et fixer l'indemnité de celui-ci.

La Ville de Combourg sollicite chaque année le concours du Receveur Municipal et lui verse cette indemnité pour ses prestations en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

L'indemnité de « Conseil » sollicitée par M. Eric BAILLON, Receveur Municipal, Trésorier de Tinténiac, est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et s'élève à 811.43 € pour la période du 1^{er} mars au 31 décembre 2010.

D'autre part, le Receveur Municipal sollicite l'attribution de l'indemnité de confection de budget d'un montant de 45,73 €. Ce forfait est fixé par une loi parue au journal officiel du 14 janvier 1991 et qui s'applique aux communes qui emploient un secrétaire de mairie à temps complet.

La Commission Finances, réunie le 25 novembre 2010, propose au Conseil Municipal d'octroyer au Receveur Municipal l'indemnité de Conseil pour la période du 1^{er} mars 2010 au 31 décembre 2010 au taux maximum et qui s'élève à 811.43 € brut.

Concernant l'indemnité de confection de budget, dans la mesure où Monsieur Eric BAILLON n'a pas participé à la confection du budget de l'année 2010, il est proposé de ne pas lui attribuer cette indemnité pour l'année 2010

Enfin, M. Daniel CLOUE ayant été muté en début d'année, il y a lieu de lui verser l'indemnité de conseil s'élevant à 162,29 € brut pour la période du 1^{er} janvier au 28 février 2010.

Ces indemnités sont soumises au 1% de solidarité, à la CSG (Contribution Sociale Généralisée) et au RDS (Remboursement de la Dette Sociale).

Madame GIROUX propose donc au Conseil Municipal :

- d'octroyer au Receveur Municipal actuel l'indemnité de conseil pour la période du 1^{er} Mars 2010 au 31 Décembre 2010 au taux maximum, soit 811,43 € brut
- d'octroyer à Monsieur CLOUE, Receveur Municipal jusqu'au 28 Février 2010, l'indemnité de conseil s'élevant à 162,29 € brut pour la période du 1^{er} janvier au 28 février 2010.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-162) AMENAGEMENT DU COLUMBARIUM – MARCHE COMPLEMENTAIRE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de l'aménagement du columbarium, une consultation en procédure adaptée avait permis d'attribuer à l'entreprise BERHAULT de Meillac le lot n°1- Maçonnerie – pour un montant de 22 545.51 € T.T.C (délibération n° 10-115 du 27 juillet 2010)

Lors de l'exécution des travaux, il a été constaté que la dimension des urnes prévues au moment de l'établissement du devis ne correspondait pas à la réglementation en vigueur, les cases devant avoir une dimension de 40 cm x 40 cm à l'intérieur et non à l'extérieur comme prévu initialement, ceci ayant pour effet un allongement de la structure de 1 mètre.

En conséquence, un marché complémentaire au marché initial a été passé avec l'entreprise BERHAULT de Meillac pour un montant de 705.08 € H.T. soit 843.28 € T.T.C.

Madame GIROUX rappelle au conseil municipal que l'ensemble des dépenses a fait l'objet d'une inscription budgétaire au BP 2010.

Ce marché complémentaire a été présenté à la commission des finances du 25 novembre 2010.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

10-163) CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ENTRE LA COMMUNE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Par délibération n° 08-200 en date du 8 décembre 2008, le Maire a été autorisé à signer une convention entre la Commune et le Centre Communal d'Action Sociale concernant

la mise à disposition des locaux et du matériel appartenant à la commune ainsi que les charges qui en découlent, à compter du 1^{er} janvier 2008.

Suite au déménagement du CCAS au mois de mai 2010 dans les locaux de l'ancienne trésorerie, une nouvelle convention de mise à disposition des locaux appartenant à la Commune de Combours (ainsi que les charges en découlant : eau, assurances...) doit être établie.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention à intervenir pour un an renouvelable, à compter du 1^{er} juin 2010.

Le CCAS reversera annuellement à la commune de Combours les charges définies dans l'annexe de la convention.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-164) ACQUISITION D'UN DEFIBRILLATEUR

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'acquérir un Défibrillateur Entièrement Automatique (DAE) pour l'espace Malouas, afin de pouvoir intervenir en cas de malaise cardiaque lors de la location de la salle ou de l'utilisation des équipements sportifs.

Différentes sociétés ont présenté une offre pour la fourniture et/ou la location d'un défibrillateur dont le résultat sera présenté au Conseil Municipal.

La commission Finances, réunie le 25 novembre 2010, propose au Conseil Municipal l'acquisition d'un défibrillateur modèle ZOLL auprès du fournisseur Diego Sport pour un montant de 1 980.00 € T.T.C. (inférieur au seuil des 4 000 €).

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

10-165) OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE L'ACCUEIL DE LA MAIRIE – AUTORISATION DE PROGRAMME PLURIANNUEL

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que l'espace d'accueil de la mairie ne permet plus l'exercice dans de bonnes conditions des fonctions auxquelles il doit répondre :

- la confidentialité du traitement des demandes des administrés ne peut être assurée
- l'exiguïté de l'espace n'a pas permis le déploiement d'un quatrième poste de travail alors que le service s'est développé, avec l'arrivée d'un agent supplémentaire suite à la

mise en place des passeports biométriques en juillet 2009

- le bruit important généré par les entretiens et les appels téléphoniques créent un volume sonore peu compatible avec une ambiance de travail sereine
- les flux de visiteurs et d'appels téléphoniques, qui augmentent constamment et sensiblement, ne peuvent être gérés efficacement

Les services ont ainsi été réorganisés pour permettre d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers et les conditions de travail des agents. Le déménagement du Centre Communal d'Action Sociale et des permanences sociales vers le bâtiment de l'ancienne trésorerie a dégagé des espaces.

L'ancien bureau du CCAS sera occupé par le service du personnel, tandis que celui des permanences est affecté au garde-champêtre. Cela permet d'affecter les bureaux libérés au service d'accueil dans lequel sont traités de nombreux dossiers.

Cette réorganisation doit s'accompagner d'un aménagement des locaux rendu nécessaire pour résoudre les difficultés relevées ci-dessus. Ces aménagements consistent d'une part en travaux (réfection des peintures, du revêtement de sol, création de rangements et de cloisons vitrées) et d'autre part en acquisition de mobilier de bureau.

L'opération représente une enveloppe financière de 27 000 euros TTC. Il sera proposé de réaliser une autorisation de programme pluriannuel pour cette opération étant donné que les travaux vont s'étaler sur les exercices 2010 et 2011.

Les mouvements budgétaires s'établiraient de la façon suivante :

	2010	2011	TOTAL
Crédits de paiement prévisionnels :			27 000 €
2184/601/0200 Mobilier	-15 147 €	11 853 €	
2181/601/0200 Agencement	+15 147 €		
Recettes prévisionnelles :			
autofinancement	15 147 €	11 853 €	27 000 €

Madame GIROUX propose également au Conseil Municipal :

- que les crédits de paiement pour cette opération, non mandatés sur l'année 2010, soient reportés automatiquement sur les crédits de paiement de l'année 2011.
- de prévoir l'inscription des crédits au budget primitif 2011

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-166) SERVICE DE FOURRIERE POUR ANIMAUX ERRANTS

Rapporteur : Mme GIROUX, Adjointe en charge des affaires financières

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 07-173 en date du 17 décembre 2007, celui-ci avait décidé de passer une convention avec l'Association « les Amis des Bêtes » de Romagné pour la gestion des animaux errants récupérés sur le territoire communal.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2010 et il convient à nouveau de déléguer un chenil pour assurer la continuité de ce service.

Trois prestataires ont été sollicités et ont fait parvenir leur offre.

Ces offres ont été étudiées lors de la commission Finances qui a eu lieu le 25 novembre 2010. La commission a proposé de retenir l'association « les Amis des Bêtes » de Romagné avec un tarif fixé à 0,32 € TTC par habitant pour une année complète.

S'agissant d'une information, ce point à l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-167) GARANTIE D'EMPRUNT CLINIQUE SAINT JOSEPH

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-158 du 14 décembre 2006, suite à la nécessité de construction de nouveaux locaux mis en évidence par l'association de la « Clinique Saint Joseph », le Conseil Municipal avait chargé différentes commissions d'accompagner la décision de garantie qui pourrait être demandé à la ville au moment des travaux de construction de la clinique.

Par délibération n°10-145 du 27 octobre 2010, le Conseil Municipal a approuvé le projet de bail à construction avec l'association « Clinique Saint Joseph »

Un plan de financement des travaux a été fourni à la ville par l'association «Clinique Saint Joseph» et met en évidence pour l'établissement un besoin global de financement de 18 040 575 € T.T.C. Il a été demandé à la commune de se porter caution sur la partie « sanitaire » pour un montant de **5 900 000 €** qui serait fractionné en deux emprunts.

Une simulation d'amortissement de ces deux emprunts a été fournie par le crédit coopératif :

1^{er} emprunt à garantir :

Montant : 1 500 000 €

Taux : 3.310%

Durée : 22 ans

Echéance annuelle : 102 843.08 €

2^{ème} emprunt à garantir :

Montant : 4 400 000 €
Taux : 3.65%
Durée : 32 ans
Echéance annuelle : 241 942.16 €

L'article L 2252-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) fixe les conditions par lesquelles une commune peut accorder à une personne de droit privé une garantie d'emprunt ou son cautionnement.

1^{ère} condition : le montant total des annuités ayant déjà fait l'objet de garantie d'emprunts, majoré du montant de la première annuité du nouveau concours et du montant des annuités de la dette communale, ne peut excéder 50% des recettes de fonctionnement soit :

Recettes réelles de fonctionnement inscrites au BP 2010	4 844 472. €
50%	2 422 236 €

Montant des annuités de la dette communale pour l'année 2011	324 000 €
--	------------------

Le montant des annuités que la commune peut garantir en totalité s'élève à **2 098 236 € (2 422 236 € – 324 000 €)**

La première condition est donc remplie.

2^{ème} condition : Le montant des annuités garanties au profit d'un même débiteur exigible au titre d'un exercice ne doit pas dépasser 10 % du total des annuités susceptibles d'être garanties

Le montant des annuités garanties au profit de la clinique Saint Joseph pour 2011	344 785.24 € (nouvelle garantie) 16 743.52 € (ancienne garantie)
TOTAL	361 528.76 €
Total des annuités en cours + annuités susceptibles d'être garanties	2 098 236€
10%	209 823.60 €

Dans ce cas, la 2^{ème} condition n'est pas respectée car le montant des annuités garanties au profit de la Clinique s'élèverait à 361 528.76 € donc supérieur à 209 823.60 €.

La commission des finances, réunie le 25 novembre 2010, a considéré que la commune doit se réserver la possibilité d'avoir recours à l'emprunt dans les prochaines années.

Aussi, Madame GIROUX propose-t-elle au Conseil Municipal :

- de porter sa garantie sur 50 % du montant de l'emprunt, soit sur la somme de 2 950 000 €
- d'autoriser le Maire à signer le contrat de garantie d'emprunt à intervenir dans les conditions et limites évoquées ci-dessus.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-168) CINEMA CHATEAUBRIAND : GARANTIE D'EMPRUNT (sur crédit relais TVA et subventions)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que l'Association La Chateaubriand (section cinéma) souhaite que la Commune de Combourg se porte garant pour un « crédit relais TVA et subvention » d'un montant de 280 000 €, dans le cadre des travaux d'extension du cinéma.

Les caractéristiques du prêt (taux, durée, etc.) n'ont pas été communiquées, à ce jour, par l'organisme prêteur.

Le 7 décembre, la Banque de Bretagne a fait parvenir une attestation de financement pour le relais sur la T V A et les subventions

La réglementation prévoit que :

« la garantie apportée par la collectivité ne peut avoir pour objet qu'un emprunt. Les produits financiers à court terme, lignes de crédit ou avances de trésorerie, à la différence de l'emprunt, se caractérisent par l'absence de tableau d'amortissement, ce qui ne permet pas d'appliquer lorsqu'une garantie est accordée à ce type d'opération, les ratios qui sont déterminés en terme d'annuités. »

En conséquence, en l'absence de pièces justificatives précises, il n'est pas possible de statuer sur ce point lors de la présente réunion.

Ce point est évoqué à titre d'information et pourra faire l'objet d'une décision lors d'un prochain conseil.

10-169) RENOUVELLEMENT DU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LA PÉRIODE 2010 / 2013

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal que le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de cofinancement passé avec la Caisse d'Allocations Familiales pour contribuer au développement et à l'amélioration de l'offre d'accueil destiné aux enfants. Il a deux priorités :

- favoriser le développement et optimiser l'offre d'accueil par une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants, un encadrement de qualité, une implication des enfants et de leurs parents dans la définition des besoins, la mise œuvre et l'évaluation des actions ;
- contribuer à l'épanouissement des enfants et à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands.

La prestation de service « Enfance-Jeunesse » se traduit par un montant financier forfaitaire limitatif, calculé suivant le mécanisme suivant :

- la prise en compte d'un montant plafonné par action suivant la limite de prix plafond fixés par la CNAF ;
- un financement de 55 % des dépenses plafonnées.

La commune de Combourg a développé ses activités «Petite Enfance» et «Accueil de Loisirs» à travers le dispositif Contrat Enfance Jeunesse pendant la période 2006/2009. Celui-ci est arrivé à échéance le 31 décembre 2009, et il convient de procéder à son renouvellement, selon un planning défini par la CAF.

Après avoir manifesté son souhait de poursuivre les activités en direction de l'enfance et de la jeunesse, après avoir procédé à l'évaluation de ces deux volets, la commune a pu instruire un schéma de développement pour la période 2010/2013.

La mise en place d'une structure multi-accueil de la petite enfance de 25 places, évolution majeure dans la politique de l'enfance de la commune, doit être prise en compte dans le CEJ. Cependant, les budgets de fonctionnement de ce service n'étant pas encore connu, il n'est pas possible d'intégrer ces financements dans le contrat qui doit être signé avant le 31 décembre 2010.

Il a donc été décidé qu'un avenant sera établi au cours du second semestre 2011 pour inclure les éléments liés au financement du multi-accueil. Les financements du nouveau CEJ restent donc presque identiques à ceux de la période précédente.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse pour une période de 4 ans du 1er Janvier 2010 au 31 Décembre 2013,

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales et tout document s'y rapportant.

Entendu l'exposé de Mme QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-170) CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL POUR L'ORGANISATION D'UN ESPACE JEUX AVEC L'ASSOCIATION LES TOUT PETITS PETONS DE COMBOURG

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT rappelle au Conseil Municipal que, depuis 2008, un espace-jeu en place sur Combours permet les rencontres entre les assistantes maternelles et les parents, et favorise les enfants à se sociabiliser. Cet espace-jeux a été mis en place par l'association « Les Petits Petons » à l'espace Malouas, avec une convention de mise à disposition de locaux.

L'association « Les Petits Petons » a été dissoute en assemblée générale le 20 octobre dernier, et une nouvelle association, « Les Tout Petits Petons de Combours » a été créée ensuite.

Le bureau de l'association a exprimé le souhait de continuer l'activité espace-jeux et a demandé à la commune la mise à disposition d'un local.

Il est donc nécessaire de passer une convention afin de définir les charges et responsabilités résultant de cette mise à disposition de locaux.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention entre la commune et l'association « Les Tout Petits Petons de Combours », représentée par Madame Nadine Baudoin, Présidente,
- d'autoriser le Maire à signer la convention

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-171) CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « BOIS DES LUDES » - RENOUVELLEMENT

Rapporteur : Madame Marylène QUEVERT, Adjointe aux affaires culturelles.

Madame QUEVERT rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 09-198 en date du 15 décembre 2009, le Conseil Municipal a décidé de renouveler la convention avec l'association « Bois des Ludes » qui assure auprès de la population une mission d'éducation, d'action culturelle et d'organisation de loisirs, pour l'année 2010.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal de renouveler cette convention pour un an à compter du 1^{er} janvier 2011.

Comme pour l'année 2010, cette convention sera passée en partenariat avec :

- La commune de Combours
- Le Centre Culturel
- L'association « Bois des Ludes »

La commune mettra à disposition à titre gracieux une partie des locaux du Centre Culturel pour assurer la permanence de prêt de jeux et de jouets.

La commune financera les activités pour un coût annuel de 2 432.00 € (Pour mémoire ce coût était de 2 400.00 € en 2010), qui sera revu tous les ans au moment du renouvellement de la convention.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ladite convention.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir
- D'inscrire au budget 2011 les crédits nécessaires.

Entendu l'exposé de Mme QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-172) LOTISSEMENT « LE VILLAGE DES COUTURES » - RETROCESSION DES ESPACES COMMUNS

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combours a délivré une autorisation de lotir relative au lotissement « Le Village des Coutures » ayant pour référence LT 35 085 06 X 3003 et accordé en date du 29 Janvier 2007 pour la réalisation de 11 lots.

Monsieur LEBRET rappelle également au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-80 du 29 mai 2006, il a été décidé d'adopter le projet de convention de ce lotissement entre la commune et la SNC Les Coutures, représentée par M HERVO concernant la rétrocession des ouvrages dans le domaine communal.

La réalisation des ouvrages est achevée et le procès verbal de réception des travaux constatant le respect des prescriptions par les concessionnaires a été établi.

La rétrocession dans le domaine public communal, à titre gracieux, porte sur les voies, les réseaux, les espaces verts et le mobilier urbain du lotissement « Le Village des Coutures » à savoir les parcelles suivantes :

- AB-220 pour une superficie de 27 m²
- AB-221 pour une superficie de 90 m²
- AB-222 pour une superficie de 348 m²
- AB-223 pour une superficie de 156 m²
- AB-224 pour une superficie de 800 m²
- AB-225 pour une superficie de 249 m²

Ladite convention stipule également des frais d'intervention de la commune à la charge du lotisseur, à hauteur de 1 % du montant HT des marchés, dont 50 % recouvrable à la réception définitive.

La SNC Les Coutures prendra en charge les frais d'acte liés à cette intégration foncière par le biais de l'office notarial SCP PRIOL-LACOURT

Ce projet de rétrocession a reçu un avis favorable de la commission voirie, infrastructures et affaires rurales en date du 10 novembre 2010.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de rétrocession de ces parcelles dans le domaine public communal, selon les conditions énoncées ci-dessus.
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous actes et pièces liés à cette transaction.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-173) LOTISSEMENT « LES OLIVIERS» - RETROCESSION DES ESPACES COMMUNS

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combours a délivré une autorisation de lotir relative au lotissement « Les Oliviers » ayant pour référence LT 35 085 04 X 3002 et accordé en date du 28 Juin 2004 pour la réalisation de 20 lots.

Il rappelle également que, par délibération n° 04-53 du 20 avril 2004, il a été décidé d'adopter le projet de convention de ce lotissement entre la commune et la SARL COMBOURG PROMOTION, représentée par M COLLET, concernant la rétrocession des ouvrages dans le domaine communal.

La réalisation des ouvrages est achevée, la réception des travaux effective depuis le 15 Juillet 2008 et le certificat d'achèvement des travaux délivré le 28 Septembre 2010.

La rétrocession dans le domaine public communal, à titre gracieux, porte sur les voies, les réseaux, les espaces verts et le mobilier urbain du lotissement « Les Oliviers » à savoir les parcelles suivantes :

Désignation	Superficie
AC-819	849 m ²
AC-825	976 m ²
AC-843	2474 m ²
AC-842	25 m ²
AC-841	484 m ²
AC-818	525 m ²
AC-817	903 m ²
AC-840	99 m ²

Ladite convention stipule également des frais d'intervention de la commune à la charge du lotisseur, à hauteur de 1 % du montant HT des marchés, dont 75 % recouvrable à la réception définitive.

La SARL COMBOURG PROMOTION prendra en charge les frais d'acte liés à cette intégration foncière par le biais de l'office notarial SCP PRIOL-LACOURT à Combourg.

Ce projet de rétrocession a reçu un avis favorable de la commission voirie, infrastructures et affaires rurales en date du 10 novembre 2010.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de rétrocession de ces parcelles dans le domaine public communal, selon les conditions énoncées ci-dessus.
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous actes et pièces liés à cette transaction.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-174) LOTISSEMENT « LE HAMEAU DES OLIVIER» - RETROCESSION DES ESPACES COMMUNS

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combourg a délivré une autorisation de lotir relative au lotissement « Le Hameau des Oliviers » ayant pour référence LT 35 085 05 X 3002 et accordé en date du 7 Juillet 2005 pour la réalisation de 2 lots.

Ce lotissement est porté par M. et Mme ROBINAULT Henri, de Combourg

La réalisation des ouvrages est achevée et le certificat d'achèvement des travaux délivré le 28 Septembre 2010.

La rétrocession dans le domaine public communal, à titre gracieux, porte sur l'espace piéton créé à l'emport des lots, inscrit à la note de présentation du lotissement « Le Hameau des Oliviers » et correspondant à la parcelle AC-886 d'une superficie de 86 m².

M. et Mme ROBINAULT Henri prendront en charge les frais d'acte liés à cette intégration foncière par le biais de l'office notarial SCP PRIOL-LACOURT de Combourg.

Ce projet de rétrocession a reçu un avis favorable de la commission voirie, infrastructures et affaires rurales en date du 10 novembre 2010.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de rétrocession de cette parcelle dans le domaine public communal, selon les conditions énoncées ci-dessus.
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous actes et pièces liés à cette transaction.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-175) DEMANDE DE REGULARISATION FONCIERE - RUELLE DES JARDINS – M ET MME MONNIER

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combourg a été saisie d'une demande de M. et Mme MONNIER pour la régularisation foncière de l'emprise de la voie à vocation publique, traversant leur parcelle cadastrée AD-296, sise au n° 6 de la Ruelle des Jardins, comprenant la cession à titre gratuit de la portion de voie.

La commission voirie, infrastructure et affaires rurales, réunie le 10 novembre 2010, a émis un avis favorable à cette régularisation, les frais afférant à cette opération seront à la charge de la commune et nécessiteront une inscription budgétaire au prochain exercice.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal d'accepter cette régularisation sous la forme d'une cession à la commune avec prise en charge des frais par celle-ci.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- ADOPTE cette proposition

- DESIGNER le cabinet de géomètres LETERTRE pour effectuer le document d'arpentage
- CONFIER à l'Office Notarial PRIOL-LACOURT la rédaction de l'acte notarié
- AUTORISER le Maire à signer tous documents et actes à intervenir pour cette cession à la commune.

10-176) ACQUISITION FONCIERE POUR ELARGISSEMENT DE VOIE COMMUNALE A « LA REPICHERE » - CLAVIER / LEHOUX / COMMUNE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été convoquée le 1er Septembre 2009 à une division de terrain à l'initiative de Mme LEHOUX, pour la parcelle cadastrée F-990.

Cette division visait à rétablir la limite de ladite parcelle et d'en définir l'alignement.

A l'occasion de cette opération M et Mme CLAVIER ont interpellé la commune sur la difficulté de giration au carrefour de la VC12 et VC 434, ainsi que sur l'étroitesse de la voie en résultant.

Suite à différentes rencontres, il a été décidé, dans un souci d'équité, de définir un alignement impactant les deux cotés de la voie, à savoir sur les propriétés LEHOUX, parcelle F-990, et CLAVIER, parcelle F-1013.

L'opération consiste à une cession à titre gracieux, par M CLAVIER d'une part pour 32 m², et par M et Mme LEHOUX d'autre part pour 81 m², des emprises nécessaires, avec une prise en charge des frais de géomètre et de notaire par la commune.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition foncière suivant le plan de bornage.
- D'autoriser Le Maire à signer tous actes et pièces liés à ces cessions
- De confier la rédaction des actes notariés à l'office notarial SCP PRIOL-LACOURT de Combours, les frais de géomètre et de notaire étant pris en charge par la Commune.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-177) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL – RINIAC – M ET MME CORMIER

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie d'une demande d'acquisition de M et Mme CORMIER en date du 25 Octobre 2010, pour l'acquisition d'une portion de chemin piéton bordant leur propriété à Riniac.

La commission voirie, infrastructure et affaires rurales, réunie le 10 novembre 2010, a émis un avis défavorable à cette demande au motif de préservation du cheminement piétonnier dans sa configuration actuelle.

Il est rappelé au Conseil Municipal qu'une demande d'acquisition sur ce même chemin, par M. SAMIN Marc en date du 6 février 2009, a fait l'objet d'un avis défavorable.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de décider de suivre l'avis de la commission.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DONNE UN AVIS DEFAVORABLE** à cette demande d'acquisition.

10-178) RELOCALISATION DE LA CLINIQUE – RACCORDEMENTS EU, EP, AEP ET ECLAIRAGE PUBLIC– VALIDATION DU PROJET (APD) ET DCE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 23 Juin 2010, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet INFRACONCEPT de Cesson Sévigné afin d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de divers raccordements liés à la relocalisation de la clinique.

Les caractéristiques principales de l'opération sont les suivantes :

- Eaux Usées :
 - 260 m de canalisation Ø200 mm en fonte.
 - 8 regards de visite
- Eaux Pluviales :
 - 190 m de canalisation Ø400 mm en béton armé (série 135A).
 - 5 Regards de visite
- Eau Potable :
 - 370 m de canalisation Ø99.4/110 mm en PVC.
- Eclairage Public :
 - 330 m de fourreau de Ø900 mm en PVC et la câblote de terre en cuivre.

L'estimation des travaux fait état des coûts suivants :

Désignation	Coût HT	Coût TTC
Travaux préparatoires et terrassements	6 630,00 €	7 929,48 €

Assainissement (EU et EP)	42 290,00 €	50 578,84 €
Eau potable	28 751,00 €	34 386,20 €
Eclairage Public	11 380,40 €	13 610,96 €
TOTAL	89 051,40 €	106 505,47 €

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, la procédure de dévolution des travaux à retenir est celle de la procédure adaptée.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.
- De solliciter les subventions auprès :
 - Du Conseil Régional.
 - De la Communauté de communes Bretagne Romantique
 - Du Syndicat Départemental d'Energie

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1 Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-179) TARIFS DU SERVICE DE L'EAU – ANNEE 2011

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe au cadre de vie et à l'environnement

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'eau applicable pour l'année 2011.

La commission cadre de vie et environnement réunie le 17 novembre 2010 propose de ne pas augmenter les tarifs pour l'année 2011 qui se décomposent de la façon suivante :

	Tarifs 2010	Tarifs 2011
Part fixe au semestre HT	21.706	21.706
Redevance au M3 H.T		
De 1 à 200 m3	0.484	0.484
De 201 à 500 m3	0.393	0.393
Plus de 500 m3	0.357	0.357

Entendu l'exposé de Madame GINGAT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE le maintien des tarifs tels que proposés ci-dessus.

10-180) TARIFS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – ANNEE 2011

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe au cadre de vie et à l'environnement

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'assainissement applicables pour l'année 2011.

La commission cadre de vie et environnement, réunie le 17 novembre 2010, propose de ne pas augmenter les tarifs pour l'année 2011 qui se décomposent de la façon suivante :

	Tarifs 2010	Tarifs 2011
Part fixe au semestre HT	6.927	6.927
Redevance au M3 H.T	1.141	1.141

Entendu l'exposé de Madame GINGAT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE le maintien des tarifs tels que proposés ci-dessus.

10-181) CIMETIERE COMMUNAL – REGLEMENT DU COLUMBARIUM

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle que, lors de la sa séance du 27 Octobre 2010, le Conseil Municipal a approuvé les tarifs de délivrance des concessions pour les cases individuelles du columbarium et le droit perçu pour chaque dispersion des cendres dans l'espace dédié aux souvenirs.

L'ensemble de ce site cinéraire nouvellement disponible, en tant que lieu de recueillement commun à plusieurs familles, doit cependant faire l'objet d'une trame de fonctionnement préservant la sobriété du lieu.

La commission « Cadre de vie et Environnement » s'est réunie le 18 Novembre 2010 pour établir un projet de règlement.

Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil Municipal, étant précisé qu'il pourra être amendé si des difficultés de fonctionnement apparaissent.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, autorise le Maire à mettre en application ce règlement.

10-182) CIMETIERE COMMUNAL – DELIVRANCE DE CONCESSIONS – DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – ARTICLE L 2122-22 (8^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 09-33 en date du 23 Février 2009, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 8^e alinéa « prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière communal »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière information, à savoir :

Attribution :

N° CONC.	DATE	DURÉE	SURFACE	PLACE	OBJET
2137	12/08/2009	30 ans	2 m ²	A-14	concession nouvelle
2138	09/09/2009	30	2	B-528	concession nouvelle
2139	24/09/2009	15	2	A-6	concession nouvelle
2140	21/10/2009	30	2	E-693	concession nouvelle
1835	21/03/2009	30	2	E-329	renouvellement
1836	04/05/2009	30	2	A-346	renouvellement
512	04/05/2009	15	2	E-11	renouvellement
1848	18/10/2009	15	2	E-656 bis	renouvellement
525	29/06/2009	15	2	B-633	renouvellement
1852	07/11/2009	15	2	E-409	renouvellement
1370	10/09/2009	15	2	A-239	renouvellement
535	27/08/2009	30	2	E-609	renouvellement
2141	12/11/2009	30	1	B-218	concession nouvelle
1355	09/12/2009	30	2	B-31	renouvellement
2142	11/01/2010	30	2	B-594	concession nouvelle
531	16/11/2009	30	2	E-575	renouvellement
2143	12/01/2010	30	2	B-638	concession nouvelle

2144	01/02/2010	30	2	B-115	concession nouvelle
2145	08/02/2010	30	2	B636	concession nouvelle
2146	18/02/2010	15	2	E-690	concession nouvelle
1834	14/02/2010	15	2	F-318	renouvellement
2147	23/02/2010	30	2	F-248	concession nouvelle
2148	12/03/2010	30	2	B-71	concession nouvelle
2149	01/04/2010	30	2	E-381	concession nouvelle
2150	15/04/2010	15	2	B-116	concession nouvelle
2151	11/05/2010	30	2	B-384	concession nouvelle
2151	19/05/2010	15	1	F-91	concession nouvelle
2153	25/05/2010	30	2	A-93	concession nouvelle
2154	24/06/2010	30	1	B-388	concession nouvelle
2155	16/08/2010	30	2	B-299	concession nouvelle
2156	29/09/2010	30	2	F-333	concession nouvelle
2157	01/10/2010	30	2	E-310	concession nouvelle
1857	22/01/2010	15	2	B-513	renouvellement
1414	29/12/2010	30	2	E-602	renouvellement
1406	18/10/2010	15	2	E-415	renouvellement
1400	04/11/2010	30	2	E-439	renouvellement
1399	08/11/2010	30	2	E-537	renouvellement
1388	04/11/2010	30	2	E-430	renouvellement
2158	09/11/2010	15	CASE	G-2	concession nouvelle
2159	09/11/2010	15	CASE	G-3	concession nouvelle
1376	30/10/2010	15	2	B-509	renouvellement

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-183) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 27 Octobre 2010 au 29 Novembre 2010**, et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée En cours			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Offre de prix HT	Montant Total TTC
1) Levé topographique – Secteur Camping	LETERTRE de Dol de Bretagne	1395.00 €	1668.42 €
	GEOMAT de Fougères	1500.00 €	1794.00 €
	FORGEOUX de Saint Malo	4350.00 €	5202.60 €
	D2L de Cesson Sévigné	2540.00 €	3037.84 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-184) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rendra compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10.042T en date du 27 octobre 2010 (**DIA n° 39**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AE n° 105 et n° 106 d'une superficie de 862 m² sises « **24, avenue de la Libération** » et supportant une maison individuelle
- Arrêté n° 10.043T en date du 27 octobre 2010 (**DIA n° 40**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC 258 d'une superficie de 216 m² sise « **24 Boulevard du Mail** » et supportant un local commercial

- Arrêté n° 10.044T en date du 27 octobre 2010 (**DIA n° 41**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK 172 d'une superficie de 2 968 m² sise « **avenue Gautier Père et Fils – La Croix Briand** » et supportant un terrain nu
- Arrêté n° 10.048T en date du 15 novembre 2010 (**DIA n° 42**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC n° 550 et n° 555 d'une superficie de 424 m² sises « **12, rue des Frères Hamon** » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.049T en date du 15 novembre 2010 (**DIA n° 43**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 125 d'une superficie de 310 m² sise « **5, rue de la Pierre Blanche** » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.050T en date du 18 novembre 2010 (**DIA n° 44**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC n° 93 et n° 94 d'une superficie de 699 m² sises « **24, avenue du Général de Gaulle** » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10-267 en date du 27 Octobre 2010 décidant d'accepter une indemnité de sinistre de 105,88 € de la SMACL (arbre endommagé)
- Arrêté n° 10-276 en date du 22 Novembre 2010 décidant d'accepter une indemnité de sinistre de 469 ,00 € de la SMACL (vol au camping)
- Arrêté n° 10-277 en date du 23 Novembre 2010 décidant d'accepter une indemnité de sinistre de 250,98 € de la SMACL (bris de vitres)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-185) QUESTIONS ORALES (4e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 20.